

Salaries-FDP

Travail de groupe : 20 mn

Vous êtes salariés de Fonderies du Poitou : vous êtes invités aux cotés des actionnaires et des dirigeants de l'entreprise à une réunion de médiation organisée par le conseil économique et social de la région. En effet, vous êtes en grève depuis un mois contre le plan de compétitivité présenté en juillet par les dirigeants qui implique de fortes baisses de salaires. Ce plan est inacceptable pour les salariés. De plus, il préfigure peut-être d'autres problèmes comme la délocalisation du site. Vous devez convaincre les dirigeants et les actionnaires d'y renoncer, et les représentants de la région de vous soutenir. Vous disposez d'une documentation pour préparer cette réunion.

Créée en 1980 par Renault, qui est aujourd'hui son principal client (à 85 %), FDPA a été achetée en 2002 par un fonds d'investissement américain, qui l'a revendue en 2007 à un fonds allemand, avant d'être rachetée par son concurrent Montupet en 2010.

Ils sont en grève illimitée depuis le 2 septembre pour défendre leurs salaires. Et sont bien décidés à se faire entendre. Les salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA), située à Ingrandes-sur-Vienne (Vienne), sont venus manifester à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), jeudi 15 septembre au matin, devant le siège du propriétaire de leur usine, le groupe français Montupet, avant de se rendre devant les grilles de Renault, leur principal client. Ces salariés entendent protester contre "le plan de compétitivité" présenté fin juillet par la direction de leur entreprise. Celui-ci prévoit une baisse de salaire de 13 % pour les ouvriers, à laquelle s'ajoute un passage aux 35 heures, contre 38,5 aujourd'hui. Au total, pour les syndicats, cela équivaut à une baisse des salaires de 23 %. Quant aux cadres, qui bénéficiaient d'un accord sur les 35 heures, ils voient celui-ci remis en cause avec la perte de quatorze jours de RTT, le gel des salaires pendant trois ans et, pour 50 d'entre eux, un "plan de mobilité" dans les autres sites du groupe (France, Bulgarie, Irlande, Espagne, Mexique). Soit, selon les syndicats, une baisse de 15 % des salaires.

Près de 400 salariés, sur les 480 que compte l'usine qui fabrique des culasses en aluminium pour les moteurs de voiture, ont décidé de dire "non" à ce plan". Actuellement, on travaille à 60 % de notre capacité, reconnaît Eric Bailly, secrétaire CGT du comité d'entreprise et porte-parole de l'intersyndicale (CGT, CFE-CGC, FO et UDT). C'est un process intéressant sous réserve qu'il y ait du volume. Or, Montupet n'a pas investi un centime dans la fonderie. (...) En nous rachetant, ils ont mis la main sur notre process, sur les brevets, sur le carnet de commandes de Renault, le tout à un très bas prix. Ce plan de compétitivité n'est pas lié à la situation financière de l'entreprise ni à celle du groupe. Il y a une volonté délibérée de nous couler." Car ce que craignent salariés, syndicats et élus locaux, c'est, à terme, une fermeture pure et simple de l'usine. "On craint qu'il y ait une délocalisation, avance Emile Brégeon, vice-président du conseil régional de Poitou-Charentes. Que la direction de l'usine laisse pourrir la situation et qu'au final, l'usine soit fermée."

(...) Le patron de l'entreprise (a) dans le même temps "une rémunération d'un million d'euros, des dividendes d'1,5 million, tandis que les frais de fonctionnement du siège s'élèvent à 2 millions d'euros".

Raphaëlle Besse Desmoulières *Le Monde* du 15 septembre 2011

**CA en millions d'euros
des fonderies du Poitou**
(site fonderies du Poitou)
fdpa.fr

